



CHAPITRE 126

LOI CONCERNANT LES COLPORTEURS

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi* Titre abrégé.
des colporteurs. 14 Geo. V, c. 87, s. 1.

2. Le mot “colporteur” signifie toute personne qui “Colporteur”.
porte elle-même ou transporte avec elle des objets, effets
ou marchandises, avec l'intention de les vendre dans les
limites d'une municipalité locale. 14 Geo. V, c. 87, s. 2.

3. Le conseil de toute municipalité locale qui n'est Licence muni-
pas déjà autorisé à l'effet des présentes par une loi spé- cipale.
ciale, peut, par simple résolution, imposer, sous forme
de licence, une taxe payable par tout colporteur pour
exercer son commerce dans cette municipalité. 14 Geo.
V, c. 87, s. 3.

4. Le montant de cette licence ne peut être moindre Coût de la
que cinq dollars ni dépasser cent dollars, et peut varier licence.
selon que le colporteur porte ses ballots d'effets et mar-
chandises ou se sert d'un véhicule. 14 Geo. V, c. 87, s. 4.

5. Cette licence expire le dernier jour d'avril sui- Terme de la
vant la date de son émission. 14 Geo. V, c. 87, s. 5. licence.

6. Toute personne qui, dans une municipalité où Infraction et
une taxe est imposée sous l'autorité de la présente loi, pénalité.
colporte sans licence à cet effet, ou qui refuse de faire
voir sa licence aux personnes indiquées à l'article 7 de
la présente loi, est coupable d'une infraction et est pas-
sible, pour chaque infraction, en sus du paiement des
frais, d'une amende n'excédant pas deux cents dollars,
et, à défaut du paiement de ladite amende et des
frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.
14 Geo. V, c. 87, s. 6.

Obligation des colporteurs d'exhiber leur licence. 7. Tout maire, ou autre membre du conseil, ou tout officier municipal, ou tout constable ou officier de paix, peut demander à un colporteur de lui montrer sa licence pour l'année courante, et, au cas de refus ou à défaut par le colporteur d'avoir telle licence, ou si ce dernier a autrement enfreint une disposition de la présente loi ou de la résolution passée sous son autorité, il peut

Arrestation. arrêter ce colporteur et le détenir sans mandat, pourvu que dans un délai raisonnable il soit conduit devant un magistrat ayant juridiction; ou ce maire, membre du conseil, officier ou constable peut, à son choix, sans

Saisie. arrêter le colporteur, saisir les objets, marchandises et effets trouvés en la possession de ce colporteur, ainsi que les contenants et les véhicules dans lesquels ils se trouvent et l'animal servant à les porter ou transporter, et cette saisie est sujette à confirmation par le tribunal, et tout ce qui a été saisi doit, lorsqu'il en est ainsi adjugé

Vente à l'enchère. par le tribunal, être vendu à l'enchère, et le produit de la vente appartient à cette municipalité. 14 Geo. V, c. 87, s. 7.

Personnes non tenues de prendre une licence. 8. Les personnes suivantes ne sont pas tenues de prendre une licence de colporteur en vertu de la présente loi:

1. Celles qui vendent et colportent des brochures (*tracts*) de tempérance ou d'autres publications morales ou religieuses sous la direction d'une société de tempérance ou d'une société de bienfaisance ou religieuse de cette province, et les personnes employées par une de ces sociétés pour colporter et vendre ces brochures ou publications, sous la direction de cette société;

2. Celles qui vendent et colportent:

Des actes de la Législature;

Des livres de prières ou des catéchismes;

Des proclamations, gazettes, almanachs ou autres documents imprimés et publiés par autorité;

Du poisson, des fruits, du combustible, du bois de chauffage, du charbon, des huiles de charbon ou lubrifiantes, de la gazoline, et des victuailles, excepté le thé et le café;

Des objets, effets et marchandises autres que des drogues, médecines ou remèdes brevetés, quand ces objets sont colportés et vendus par un fabricant ou un ouvrier, lequel est un sujet britannique résidant en cette province, ou par ses enfants, apprentis, agents ou domestiques;

3. Les chaudronniers, tonneliers, vitriers, raccommodeurs de harnais, ou autres personnes faisant métier de réparer des chaudières, cuves, ustensiles et meubles de ménage, pour aller par les chemins exercer leur industrie;

4. Les revendeurs ou les personnes ayant des étaux ou bancs sur les marchés d'une municipalité locale, pour vendre, en se conformant aux règlements de police de la municipalité locale, du poisson, des fruits, des victuailles, des effets ou marchandises dans ces étaux ou sur ces bancs. 14 Geo. V, c. 87, s. 8; 15 Geo. V, c. 90, s. 1.

9. Rien dans la présente loi ne libère un colporteur de l'obligation de prendre une licence sous l'autorité de la Loi des licences (chap. 25), et de se conformer aux dispositions de cette loi. 14 Geo. V, c. 87, s. 9.

Licence du
gouvernement.
